

# L'agriculture, priorité internationale

PAR JACQUES DIOUF → directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et PAR JEAN-MICHEL SEVERINO → directeur général de l'Agence française de développement [AFD].

Dans les grands bouleversements que traverse le monde, il est une remarquable constante : une crise chasse l'autre, les urgences du jour éclipsant les priorités de la veille. Telle un pompier, la communauté internationale vole de crise en crise, elle arrose les flammes – sans en éteindre les braises. Tel est le scénario qui se profile pour l'alimentation mondiale. La crise financière, en se propageant à la sphère réelle, pourrait progressivement entraîner une baisse des cours des matières premières agricoles.

Bonne nouvelle, diront ceux qui se souviennent des émeutes de la faim provoquées l'hiver dernier par leur envolée. Ce répit serait en effet bienvenu pour les pays où la crise alimentaire frappe le plus durement. Mais il ne serait que de courte durée. Pire, cette accalmie risquerait de reporter les changements structurels nécessaires à la réorientation de l'agriculture mondiale – poussant l'humanité encore un peu plus proche du gouffre. Car les déséquilibres de long terme persistent. Malgré la baisse actuelle, les causes profondes d'une hausse tendancielle des prix des produits agricoles demeurent : investissements faibles dans l'agriculture, effets du changement climatique, concurrence des biocarburants pour les terres, augmentation de la consommation des pays émer-

gents, croissance démographique... La terre comptera neuf milliards de personnes en 2050, ce qui implique une croissance moyenne de la demande de l'ordre de 3% par an. Sans une hausse équivalente de la production agricole, notamment dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier, les prix ne manqueront pas de reprendre leur envolée.

Or, si le décollage de la productivité dans les pays du Sud est à notre portée, elle passera par des investissements conséquents et durables dans les infrastructures rurales, dans la modernisation des méthodes de production et dans la recherche agronomique. Elle nécessitera des programmes de multiplication et de certification des semences, des projets d'hydraulique villageoise et de développement des capacités de stockage. Elle exigera de stimuler les systèmes financiers en milieu rural par l'intermédiaire du microcrédit. Elle demandera le renforcement des organisations professionnelles de producteurs, acteurs majeurs de ces changements.

La crise alimentaire a sanctionné la trop faible priorité accordée à l'agriculture au cours des dernières décennies : la part de ce secteur dans l'aide publique au développement a considérablement chuté, passant de 17% en 1980 à 3% en 2006. Cette situation est des plus paradoxales, tant elle contraste avec l'immense poten-

tiel de l'agriculture, qui joue le double rôle de moteur de la croissance économique et de levier dans la lutte contre la pauvreté. En Asie comme en Afrique, jusqu'à 85% des emplois sont assurés par l'agriculture – et restent donc vulnérables aux chocs climatiques ou économiques. Or ces chocs s'accompagnent d'une recrudescence de la malnutrition et d'une accentuation des inégalités, et donc de fortes tensions sociales. Les récentes émeutes de la faim ont révélé la nécessité d'investir davantage et plus durablement dans le secteur agricole. C'est ce à quoi la communauté internationale s'est résolument engagée.

Le premier des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), solennellement proclamés en l'an 2000, vise à réduire de moitié la faim et l'extrême pauvreté dans le monde d'ici à 2015. Plus récemment, lors de la conférence de la FAO sur la crise alimentaire mondiale, et au sommet du G8 au Japon, l'engagement a été pris d'investir 30 milliards de dollars par an dans l'agriculture. A titre de comparaison, ce montant représente 8% des subventions des pays de l'OCDE à leurs agriculteurs ou encore 2,5% des dépenses mondiales en armements. Nous savons que la production alimentaire devra doubler d'ici à 2050.

En respectant les engagements pris en

faveur du secteur agricole, nous y parviendrons, et la planète sera en mesure de nourrir ses neuf milliards d'habitants. Mais il est urgent de traduire ces promesses en réalités concrètes. Dans le nouveau contexte de crise financière globale, les ressources budgétaires vont être soumises à rude concurrence. Avec la baisse relative des prix des produits agricoles, la tentation sera grande d'oublier ces engagements pour se précipiter sur le prochain foyer de crise. Or le feu couve, et risque de repartir de plus belle.

L'agriculture doit conserver son rang de priorité internationale. Il en va du devenir de quelque 900 millions de personnes aujourd'hui victimes de la faim – et de tous ceux qui viendront après eux. Alors que les projecteurs sont braqués sur la crise financière et ses effets, n'oublions pas ce qui faisait la une de nos journaux il y a seulement quelques mois. Laissera-t-on à nouveau les fluctuations de court terme bouleverser nos stratégies de long terme ? Le reflux conjoncturel des prix des matières premières agricoles offre l'opportunité de s'engager plus sereinement dans le long chantier de l'adaptation, afin de prévenir les prochaines crises. Saura-t-on la saisir ? La communauté internationale ne peut plus faire l'économie d'une politique qu'elle a trop longtemps tardé à mettre en œuvre.